

Flambée des prix en temps de Covid-19 : la DGCC impuissante

EN dépit des assurances des pouvoirs publics sur la disponibilité des produits de consommation courante en ce temps de pandémie, une flambée inexplicable des prix gagne le pays tout entier, entretenue aussi bien par les grossistes que par les détaillants. Le tout, au nez et à la barbe de la direction générale de la Concurrence et de la consommation.

Georges-Maixent
NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

toutes ses limites. Au niveau du transport, le retour des taxis, après la levée de l'interdiction de circuler, s'est immédiatement accompagné d'une hausse du prix. Si les taxi-bus avaient renoncé à infliger une augmentation à leur client le mois dernier, ce n'est pas le cas chez les petits taxis dont les mesures barrières imposent d'embarquer uniquement deux clients durant la période de riposte au virus. Les usagers de ce mode de transport doivent miser plus d'argent, bien plus qu'ils ne le faisaient avant la crise. À l'échangeur de Nzeng-Ayong, par exemple, il faut proposer

300 ou 400 francs pour arriver aux Charbonnages, alors que cette distance coûtait 100 ou 200 francs avant cette crise sanitaire.

Même les transporteurs "clandos" ont corsé les prix de leurs trajets. Entre le quartier Ali-bandeng et Charbonnages, il faut désormais payer 200 au lieu de 100 francs.

Certains restaurateurs sont aussi tentés de suivre cet élan. "La sauce Tartare", un fastfood d'une bonne renommée dans la capitale, a récemment affiché sa nouvelle grille tarifaire. Entre autres produits, le plat de brochette de bœuf est passé de 2 600 à 3 000 francs.



Photo: GMNN

Le fastfood «Sauce tartare» a déjà affiché ses nouveaux prix.

LA menace d'une brutale flambée des prix que tout le monde redoutait au début de l'actuelle crise sanitaire semble commencer à prendre forme à Libreville et à l'intérieur du pays. En l'absence de tout contrôle strict, la pandémie est devenue un terreau fertile où tous les commerçants (grossistes comme détaillants) font de la surenchère sur quasiment l'ensemble des produits de première nécessité ou pas, prétextant des pseudo-pénuries ou des difficultés d'approvisionnement. Le tout, au nez et à la barbe de la Direction générale de la concurrence et de la consommation, et au grand dam des populations, impuissantes face à ce nouveau diktat du marché.

Résultat : tomates, oignons, piment, pommes de terres, packs d'eau... et même les cigarettes ont augmenté de 30, voire 50 %, aussi bien dans les superettes que dans les grandes surfaces commerciales.

La Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC) avait pourtant multiplié des descentes sur le terrain dès la mise en œuvre des mesures barrières, dont le confinement de la population du Grand Libreville, pour éviter une montée des prix. Aujourd'hui, cette action montre

Sucraf : comment éviter la pénurie de sucre?

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LA propagation du Covid-19 a fortement bousculé les équilibres socio-économiques. À tel point que les entreprises les plus compétitives ont dû adapter leur fonctionnement aux restrictions imposées par les pouvoirs publics, pour endiguer efficacement cette crise sanitaire.

Spécialisée dans le transport ferroviaire, Setrag a mis en place un plan de continuité des activités permettant d'éviter les ruptures de stocks des produits de première nécessité sur le marché, dont le sucre produit à Franceville par Sucaf-Gabon.

En effet, le ramadan, période de forte demande et de consommation de produits sucrés, qui induit une augmentation considérable de ces produits, intervient en pleine crise sanitaire.

Partenaire indispensable dans l'atteinte des objectifs de Sucaf Gabon, la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag) achemine plus de 900 conteneurs de

sucres par an, depuis l'usine de production de Franceville, dans la province du Haut-Ogooué, jusqu'à Libreville. Selon le directeur commercial et marketing de Sucaf-Gabon, Donald Ollo Nguema, cela équivaut à 18 000 tonnes transportées, soit 75% des opérations de remontée du sucre vers la capitale. Le reste s'effectuant par voie terrestre.

Durant les mois d'avril, mai et juin, période de haute saison de consommation de sucre dans l'ensemble du pays, la société sucrière réquisitionne près d'une centaine de wagons pour l'acheminement du produit. L'objectif ambitieux de Sucaf Gabon est de faire remonter 6 000 tonnes durant ce trimestre, à raison de 2 000 tonnes par mois.

" Pour acheminer 2 000 tonnes, à peu près le stock que le marché ménager peut consommer, il nous faut une trentaine de wagons mensuels ", explique le directeur commercial et marketing. M. Ollo Nguema rassure de ce que le risque de pénurie serait minime. Grâce à un stock global disponible sur le complexe



Photo: Antoine Essone Ndong

Pas de pénurie à l'horizon pour le sucre.

sucrier de Ouellé (Franceville) et prêt à être transporté par voie ferrée et routière. Celui-ci est estimé à 9 000 tonnes. De quoi tenir jusqu'en juillet prochain.

" Notre avantage est d'avoir une chaîne de valeur assez élargie et régulière. Bolloré et Transform nous fournissent des conteneurs, nous les rechargeons sur le site, avant que Setrag, qui a mis les wagons à notre disposition, ne procède au transport vers Libreville ", précise le responsable. À noter que 65% du sucre pro-

duit par Sucaf-Gabon est destiné à la clientèle des ménages. 35% sont acheminés auprès des industriels, couvrant l'ensemble de l'activité y liée : boissons gazeuses, industrie laitière, chocolaterie, etc. La cellule de crise Covid-19 mise en place par l'entreprise du chemin de fer supervise quotidiennement les opérations de transports, tout en mettant un accent particulier pour maintenir la situation actuelle de zéro contamination dans les emprises ferroviaires.